

Associations anglaises d'aide aux migrants : les Anglais ne paient plus ? L'Etat français les remplace

écrit par Christine Tasin | 23 avril 2024



Un migrant est assis à l'intérieur de sa tente dans un camp de fortune, dans la banlieue de Calais, le 14 août 2020. | Sameer Al-Doumy / AFP



Un migrant est assis à l'intérieur de sa tente dans un camp de fortune, dans la banlieue de Calais, le 14 août 2020. | Sameer Al-Doumy / AFP

C'est à se taper la tête contre les murs ! Les Britanniques ont besoin d'argent et ont trop d'immigration illégale ? La première urgence c'est de ne plus subventionner les associations aidant les étrangers à entrer chez nous, non ?

Elémentaire, mon cher Watson ! Personne n'y avait pensé, semble-t-il, ni en France ni Grande Bretagne. Or, un jour pas comme un autre, un pot de fleurs est tombé sur la tête de politiques anglais qui auraient fait pression sur *Choose love*, fonds anglais qui a coupé les vivres aux associations d'aide aux migrants en 2021.

À [Calais](#), le début d'année est placé sous le signe de l'incertitude. Alors que plus de 2.000 [personnes exilées](#) –dont 300 mineures non accompagnées– sont présentes à la frontière franco-britannique, des associations craignent de devoir réduire la voilure. En cause: le retrait des financements du fonds britannique [Choose Love](#), créé en 2015. Début janvier, l'organisation justifiait sa décision dans un mail envoyé à Slate: «Choose Love a fait face à des défis importants depuis le début de la pandémie. Cela a conduit à une révision de notre stratégie organisationnelle et des décisions difficiles

ont dû être prises.»

Au total, sept associations sont concernées: Calais Food Collective, Collective Aid, Human Rights Observers, Refugee Info Bus, Woodyard, Refugee Women's centre, Project Play. Si l'annonce a été rendue officielle en novembre dernier –via un post Instagram publié par Choose Love–, l'organisation britannique a lâché la bombe aux bénéficiaires à l'été 2021: «Nous n'avons pas annoncé publiquement la nouvelle à l'époque pour nous assurer que nous pourrions continuer à collecter des fonds pour ces sept partenaires jusqu'à la toute fin de 2021», assure-t-elle.

La plupart des associations voient le robinet se couper en janvier 2022. Seules deux, en charge de mineurs non accompagnés –[ECPAT](#) et [Safe Passage](#)–, sont épargnées par ce retrait soudain. «Choose Love nous a dit que le conseil d'administration avait changé. Les gros donateurs ont décidé de modifier les orientations de l'organisation pour se tourner vers l'écologie», rapporte François Guennoc, vice-président de [l'Auberge des Migrants](#). Cette association recevait une grande partie de l'argent de Choose Love qu'elle redistribuait aux autres entités présentes sur le terrain calaisien

[...]

<https://www.slate.fr/story/222389/calais-retrait-choose-love-gros-donateur-associations-aide-migrants-difficulte-financements>

Les mauvaises langues disent que l'excuse de Choose Love (manque de liquidités) ne tient pas puisqu'ils continuent de financer les migrants en Grèce. Il semblerait que le gouvernement anglais ait fait pression...

Pour François Guennoc, la justification donnée par Choose Love est difficile à avaler, d'autant que l'organisation britannique a maintenu son aide aux réfugiés en Grèce: «Je pense qu'ils ont reçu des pressions –venant de la part des

autorités britanniques— pour arrêter de fournir de l'aide à Calais. Nous n'avons pas de certitudes, mais c'est ce que l'on croit.»

On appréciera en passant les pleurnicheries que nous payons rubis sur l'ongle et pour lesquelles nous devons priver nos enfants de chauffage, de viande, de vacances. Ciel, ils n'ont plus les moyens de payer des juristes qui s'emploient à détourner la loi ! Choose Love soutenait financièrement le poste de juriste. Il s'agit d'un travail important puisqu'il nous permet de mener des contentieux, grâce auxquels on pouvait passer devant un juge notamment pour dénoncer l'illégalité des procédures d'expulsion quotidiennes».

Et ils doivent arrêter de recruter la myriade de "volontaires " qui, en faisant de l'humanitaire, évitent de travailler, de se salir les mains comme l'immense majorité de nos concitoyens. «Pour améliorer notre organisation, on souhaitait aussi créer de nouveaux postes. Cela semble désormais compromis», reprend la volontaire.

Comme quoi, si les gouvernements voulaient, ils pourraient. Et en tout premier lieu le gouvernement français. Non seulement ils attirent les migrants, non seulement ils financent les associations qui gèrent ces derniers, non seulement ils criminalisent ceux qui osent s'opposer aux migrations, mais en plus ils sont serviabes au point de payer à la place des Anglais les associations anglaises qui entretiennent et attirent les migrants !

Ils nous prennent vraiment pour des cons... mais ils ont raison, ça passe, les électeurs continuent de voter pour les mêmes... qui d'un côté prétendent fermer la frontière maritime et de l'autre distribuent gracieusement 700 000 euros annuels aux associations anglaises d'aides aux migrants. On touche le fond...

Dans un contexte financier difficile, les associations

britanniques d'aide aux migrants ont trouvé une parade pour continuer d'opérer le long des côtes françaises. Selon les informations d'Europe 1, elles changent de nationalité juridique pour toucher les subventions de l'État français, beaucoup plus lucratives.

https://www.europe1.fr/societe/info-europe-1-comment-les-associations-britanniques-daide-aux-migrants-touchent-des-subventions-francaises-4242765?at_medium=Fan+Page&at_campaign=Twitter&at_creation=Europe+1